



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

Revue des missions #5

**La revue des missions qu'on ne reverra jamais ?
Du déjà vu dans nos ministères...**

Les ingrédients de la

« recette » (en savoir plus ICI):

- La réforme de l'organisation territoriale de l'État incluant préfectoralisation des services et dépeçage des directions régionales.
- Les coupes sombres à chaque Loi de finances qui génèrent des plans sociaux dans les EP et services..

Les prochaines cibles :

- les missions liées aux transports, à la prévention des risques, à l'évaluation environnementale, à l'énergie et au climat.

Et les missions qui passeraient au travers de la « revue » Pompili? :

- elles feront les frais de la loi 4D Gourault si elle va à son terme! (DIR, DREAL, Cerema, opérateurs)

Déjà des premières victimes :

- Les missions urbanisme/aménagement/logement (en savoir plus ICI), les missions « fiscalité de l'urbanisme » des DDT(M) transférées aux Finances (en savoir plus ICI), les missions Eau/Biodiversité (en savoir plus ICI), les missions « publicités » des DDT(M) annoncées comme transférées aux collectivités (en savoir plus ICI), les fonctions support ICI, la connaissance des territoires ICI.

Le questionnement :

- vos missions ont-elles vraiment un intérêt ou ne pourraient-elles pas être mieux faites par d'autres ou pas du tout ?



Parcs nationaux VNF Transports DREAL Agences de l'eau Logement
OFB VNF IGN
DGAC Ecologie CEREMA Météo France
DIR Administration centrale DIRM DDTM Ecoles et centres de formation ANCOLS

N° spécial :

**« Avancées » de la démarche et éléments transversaux
Réunion du 26 octobre 2021
avec la SG du MTE**

Revue des missions

« Avancées » de la démarche et éléments transversaux

La version « emballée à la mode du consultant moyen » vous donne mal à la tête ?

(à retrouver [ICI](#))

« Vos missions sont au mieux un doublon, elles seront mieux assurées par d'autres ou au pire elles ne sont pas utiles et peuvent être supprimées! »

Voici la version décryptée :



La revue des missions se décline déjà dans les services : exemple en DREAL Normandie :

« L'ensemble des organisations syndicales de la DREAL Normandie estiment que la situation actuelle au sein de la DREAL est d'une singulière gravité. La démarche de réflexion prospective intitulée « Notre DREAL Demain » lancée afin de donner au collectif de travail une vision à moyen terme de nos missions, de notre positionnement et de notre organisation correspond ni plus ni moins à une restructuration de nos services qui ne porte pas son nom (réduction des ETP par BOP).

Cette démarche est anxiogène notamment du fait que l'on ne connaisse pas la donnée majeure nécessaire à la conduite d'un tel projet à savoir le nombre de postes restant au final par BOP. Nous observons chacun à des niveaux différents : des crispations entre services liées à l'exercice prospectif que vous demandez à chaque chef de service, des crispations entre entités d'un même BOP et tout simplement parfois entre agents. On relève une tendance au repli sur soi, des phénomènes de déni des membres de cette communauté de travail afin d'éviter la confrontation à des injonctions parfois paradoxales. Plus grave, il en résulte une destruction du liant, du constituant que nous avons mis tant d'années à produire dans le cadre de la création des DREAL puis de la fusion des Régions. L'entraide entre agents s'amenuise devant la charge d'activité qui croit, chacun défend son poste, ses prérogatives.. Nous notons chez certains de nos collègues une perte de sens au travail, des angoisses, des stratégies d'évitement pour contourner le mal-être professionnel, des tensions s'exprimant de diverses manières notamment dans des rapports professionnels de plus en plus conflictuels à tous niveaux. Après plusieurs restructurations successives, la démarche de réflexion prospective intitulée « Notre DREAL demain », est de trop, qui plus est dans un contexte de pandémie mondiale ayant mis les collectifs mais aussi les individus à rude épreuve. »

Pour FO, cette nouvelle « revue des missions » tient toutes ses « promesses » :

Le mieux que l'on pouvait en attendre, c'eût été de permettre de toucher le fond pour rebondir. Le constat à l'aune des éléments produits par l'administration sur les domaines urbanisme/logement/eau/biodiversité/fonctions supports/ connaissance des territoires est clair : **la démarche est conçue pour creuser le fond et auto-justifier les cures à venir.**

Car oui, le projet porté, c'est bien de **ramener notre pôle ministériel au mini-ministère de l'Environnement d'il y a 50 ans** tout juste, en auto-sabordant tout ce qui constitue la richesse des compétences et modes d'actions permettant un portage transversal et opérationnel des politiques d'aménagement durable du territoire.

Solder les DIR, brader les DREAL, dévitaliser les DDT, stigmatiser les EP, supprimer les écoles, voici le programme proposé, voici les « avancées » mises en avant.

Et si notre pôle ministériel risque de devenir virtuel pour le citoyen et les élus, les effets de son dépérissement programmé ne le sont déjà plus.

Alors pour sortir de la segmentation volontaire de ce chantier de démolition, **FO demande que soit mis sur la table ce qu'il est censé rester après la combinaison revue des missions/loi 3DS/décisions Castex sur l'État territorial.** Cela éviterait de chercher à nous faire jouer les grenouilles dans l'eau tiède.

Nous faire la liste des icebergs qui se décrochent de la banquise : c'est déjà édifiant mais cela ne suffit pas à être honnête. Nous donner la taille du glaçon qui resterait à la fin, ce serait faire assumer leur lourde responsabilités aux décideurs du moment, ainsi qu'à leurs « influenceurs ».

Avec 3 sous-questions :

- que resterait-il de « visible et tangible » (et donc défendable) comme missions pour les citoyens et élus ?
- quelles missions attractives et concrètes resteraient-il pour attirer la nouvelle génération d'agents ?
- et les agents dans tout cela ?

Sur ces 3 questions, aucune réponse à ce stade :

- la revue des missions aurait pour l'instant seulement servi à faire une première liste de missions à faire maigrir comme gage auprès de Bercy pour obtenir du « moins pire dans la politique du pire » au PLF 2022.

- reste maintenant à écrire le « récit » du ministère à l'horizon 2025 : 1000 cadres supérieurs pourront s'y atteler en proposant un feuille de route au prochain gouvernement et les agents pourront eux faire la liste des « irritants » à supprimer (c'est à dire en partie des branches à couper sur lesquels ils sont assis).

Sur certaines questions posées par FO :

- oui le concept de « pack territorial » du MTE est compatible avec le projet stratégique du ministère de l'Intérieur pour l'État territorial...c'en est presque inquiétant ! Bon, sauf que les préfets de région peuvent réaffecter chaque année 3 % de nos effectifs...soit une grande partie de nos postes publiés en mobilité !

- création de la DG Mer : oui c'est acté, il y a le feu pour la préparation des textes, et l'année 2022 sera une année de transition pour les agents.

- « Evolution » de l'ENTE : oui le terme utilisé par l'administration est impropre, voire provoquant. C'est bien sa suppression qui est envisagée, avec un rapport de préfiguration encore dans les couloirs de l'Hôtel de Roquelaure (mais on va nous en parler bien entendu dès qu'il en sera sorti).

D'autres choix sont possibles !

POUR quoi y a-t-il un essai et un appel à la consultation de l'Ordre et de la Chaire des Territoires FO porte ses propositions

Plus de détails des enjeux du futur

- Pour un Etat artisan, porteur, et cohésif à tous les échelles de la République.
- Pour la reconnaissance et la valorisation de la pluralité des métiers techniques.
- Pour un Etat à l'écoute et porteur éclairant des collectivités locales.
- Pour un réseau de formation et de recherche ministériel cohérent : sans écoles, pas de ministères techniques, tel quel.
- Pour un Etat véritablement connecté au territoire, qui s'en va sans brader du doigt... et pas seulement de la sécurité.
- Pour un Etat qui sera engagé à l'égard de l'appel à l'aide.
- Pour une meilleure répartition dans l'ensemble de nos territoires de la contrainte budgétaire.
- Pour la consolidation des compétences des services et des agences via des perceptions professionnelles ministérielles.
- Pour des parcours professionnels dans une fonction publique attractive, valorisée et fière de sa diversité.
- Pour la mise à disposition de travail décent et la prise en compte de l'humain dans l'organisation des services.